



En Roumanie, après les inondations catastrophiques du mois de mai. Ici, dans la ville de SIGHISOARA, il y avait une école.

LA SOCIETE ACADEMIQUE ROUMAINE - Foro Traiano, 1 - 00187 - Rome

L'AZIONE OECUMENICA EUROPEA - Foro Traiano, 1 - 00187 - Rome

LA COMMUNAUTE ROUMAINE DE ROME - Piazza delle Coppelle, 72 - 00186 - Rome

LA COMMUNAUTE ROUMAINE DE MILAN - Via San Tommaso, 2 - 20121 - Milan

communiquent:

APPEL POUR LA ROUMANIE

Une terrible catastrophe a frappé ces temps derniers la Roumanie. Les terribles inondations qui se sont produites ont été telles qu'on ne se souvenait pas, de mémoire d'homme, que ce noble et industriel pays en ait jamais subi d'analogues.

Le bilan du désastre est d'une extrême gravité: des milliers d'édifices, de fermes, d'ouvrages d'art, de travaux publics et d'usines ont été détruits, perdu grande partie du patrimoine zooteknique, et les champs où déjà verdoyaient les moissons et fleurissaient les arbres fruitiers ont été dévastés par la violence de l'eau et recouverts de boue.

Mais en dehors de ce tableau désolant des villes et des campagnes noyées sous la vase, plus inquiétant encore est le sort des habitants sans abri, sans secours, démunis de toute aide matérielle, exposés à la menace des maladies, des épidémies et, surtout en ce qui concerne les vieillards et les enfants, aux conséquences de la dénutrition.

La SOCIETE ACADEMIQUE ROUMAINE, L'AZIONE OECUMENICA EUROPEA et les COMMUNAUTES ROUMAINES de Rome et de Milan, se sont faites les promotrices d'une collecte et accepteront toute aide et tous secours qui leur seront adressés pour porter remède au fléau qui vient de frapper un peuple d'Europe. Tous ceux qui croient à l'Europe, nous n'en doutons pas, voudront donner témoignage de solidarité pour leurs frères européens, en envoyant aux Centres indiqués les secours qui seront acceptés, aussi modestes qu'ils soient, avec la plus vive reconnaissance: argent, médicaments, conserves, lait en poudre, vêtements et couvertures etc...

Toute offrande faite aux Institutions promotrices, qui remercient à l'avance les coeurs généreux qui répondront à leur appel, peut être expédiée à l'adresse suivante:

CENTRO RACCOLTA PRO ALLUVIONATI DELLA ROMANIA

Foro Traiano, 1 - 00187 - ROME (tel. 68.77.85-68.19.48)



LES TRAVAILLISTES

CETTE "GAUCHE" BRITANNIQUE PARLE DU MARCHÉ COMMUN, DE

Une interview accordée à C. MICHAEL-TITUS

THE Rt. HON. SIR Geoffrey de
Membre du Conseil de la Couronne, Chevalier
travailliste, Président de la Gauche Européenne,

Rencontrer Sir Geoffrey de FREITAS c'est s'accorder à soi-même des moments de grande satisfaction sociale, politique et intellectuelle.

Né en 1913, Sir Geoffrey de Freitas après être passé par la filière scolaire et universitaire habituelle, a fait sa carrière professionnelle dans l'avocature et sa carrière politique dans le parti travailliste où il s'est toujours situé au centre, ce centre travailliste qui a donné les meilleurs hommes de gouvernement à l'ancienne garde de l'après-guerre.

Avocat de bonne renommée et brillant juriste, Sir Geoffrey de Freitas parle cette langue anglaise dont la pureté et l'élégance, habille une syntaxe simple et flexible qui la place au rang des grands moyens d'expression internationale. Par les temps qui courent, c'est une qualité qui rehausse le prestige de celui qui la possède.

Un "gentleman" qui a dédié
sa vie politique
aux problèmes européens

Sir Geoffrey de Freitas est aussi le gentleman accompli; dans la politique comme dans la vie, en public comme en privé, il manifeste toujours ces manières naturelles qui marient si bien la politesse à l'intimité, la distinction à la gaieté et à la plaisante-

rie et l'aisance à l'aridité doctrinaire ou juridique. En 1961 il était membre du contre-gouvernement (shadow cabinet) travailliste en opposition, destiné donc à être inclus dans le futur gouvernement de M. Wilson. Seulement, le Premier Ministre Conservateur de l'époque avait besoin d'un Haut-Commissaire au Ghana et le choix fut porté sur Sir Geoffrey. Pressenti ensuite par le suivant Premier Ministre Conservateur pour une autre mission en Afrique, Sir Geoffrey de Freitas s'est vu accaparé par les problèmes politiques du gouvernement du jour. De retour à Londres il devint le chef de la délégation britannique à Strasbourg pour devenir ensuite le président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe de 1966 jusqu'en 1969.

Il est maintenant Président de la commission de défense du Parti travailliste, chef de la délégation britannique à l'Assemblée de l'Atlantique du Nord et Président de la gauche européenne.

Une carrière entièrement dédiée aux affaires européennes, dont Sir Geoffrey est fier au point de ne pas regretter le banc ministériel.

En connaissant Sir Geoffrey de Freitas, la réaction d'un conservateur pourrait bien être: "dommage qu'il ne soit pas conservateur", cependant que la réaction d'un travailliste sincère pourrait bien être: "M. Wilson a commis une grande erreur politique lorsqu'il n'a pas inclus Sir Geoffrey dans son Cabinet".

DE M. WILSON

QUI SE VEUT EUROPEENNE NOUS L'EUROPE ET DE SES ...CONDITIONS

notre correspondant permanent en Grande Bretagne

par

FREITAS, P.C. K.C.M.G., M.P.

Commandeur de l'ordre St. Michel et St. Georges, Député
Ancien Président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

L'entrée dans le Marché Commun
n'est pas un danger
pour le socialisme britannique

J'ai parlé à Sir Geoffrey de l'opinion de M. Douglas Jay son collègue politique selon lequel l'entrée dans le Marché Commun met en danger les réalisations sociales et démocratiques du socialisme britannique notamment à cause du système de taxation indirecte qui paraît être préféré par les Six. (Voir interview dans notre numéro d'avril).

"L'argument de la taxation indirecte n'a pas de valeur", m'a déclaré Sir Geoffrey.

Il m'a expliqué à ce sujet que l'entrée dans le Marché Commun provoquera sans doute un accroissement du niveau de vie, et que l'augmentation des prix sera automatiquement accompagnée d'une augmentation des salaires. C'est un processus naturel de développement économique.

Lorsque je lui ai fait remarquer que l'impression générale est que le Marché Commun est une organisation à tendance capitaliste et que cela paraît être une contradiction avec la doctrine socialiste, Sir Geoffrey m'a dit :

"Les membres de la Communauté économique européenne ne sont pas à présent plus capitalistes que la Grande Bretagne".

En tant que Président de la Gauche européenne et ancien Président de l'Assemblée de Strasbourg, il m'a assuré qu'aucun parti socialiste européen ne pense que le Marché

Commun pourrait devenir un danger pour le programme qu'il appliquerait en tant que parti de gouvernement.

Un des pays
importants de l'Europe

J'ai discuté avec Sir Geoffrey des raisons politiques que le gouvernement travailliste se donne pour justifier sa candidature. Comme ses collègues conservateurs et comme tous ceux qui appuient la politique de M. Wilson à l'égard du Marché Commun, Sir Geoffrey est convaincu que la Grande Bretagne est appelée à jouer un rôle important dans la vie de l'Europe de demain :

"Du point de vue politique, l'entrée dans le Marché Commun donnera la possibilité à la Grande Bretagne de jouer son rôle comme un des pays importants de l'Europe".

Quant aux raisons économiques, Sir Geoffrey croit fermement que la Grande Bretagne se placera à la tête de la Communauté :

"Du point de vue économique, notre entrée signifie l'apport de notre expertise technologique et de notre expérience industrielle sur un marché élargi", m'a-t-il déclaré.

Il est bien évident que les socialistes de M. Wilson espèrent rendre à la Grande Bretagne, par l'entrée dans le Marché Commun, un rôle prééminent en Europe. M. Wilson lui-même aussi bien que M. George Brown, Chef-adjoint du Parti travailliste, ont maintes fois exprimé cette pensée. L'entrée dans le Marché Commun représente pour eux un

moyen de transférer l'hégémonie britannique d'outre mer en Europe.

Une admission
en bloc
condition essentielle

Nous avons évoqué les termes généraux des conditions britanniques, conditions qui

seront posées pendant les négociations préliminaires qui s'ouvriront en juin. Naturellement ces conditions seront connues par le grand public au fur et à mesure que les négociations avanceront, mais d'ores et déjà, Sir Geoffrey m'a assuré que le Gouvernement britannique envisage l'admission en bloc de tous les candidats au Marché Commun comme une des conditions essentielles.

QUATRE QUESTIONS ESSENTIELLES

Afin de mieux informer nos lecteurs sur l'ampleur du débat que les Britanniques soutiennent au sujet du Marché Commun et de l'Europe, notre correspondant en Grande Bretagne pose à chaque personnalité britannique qui lui accorde une interview les mêmes questions essentielles. Ci-dessous nous reproduisons les réponses données à ces questions par Sir Geoffrey de FREITAS.

Question: Quelle est votre vision de la Grande Bretagne comme membre du Marché Commun, dans la lumière du Livre Blanc du gouvernement?

réponse:

Le Livre Blanc du gouvernement montre clairement les sacrifices à court terme que nous pourrions avoir à faire. Quant à l'avenir, il est évident qu'en devenant membre du Marché Commun, la Grande Bretagne pourra à nouveau être un pays prééminent en Europe.

Question: A quel point croyez-vous que l'entrée dans le Marché Commun soit nécessaire pour que la Grande Bretagne joue pleinement son rôle dans la vie moderne de l'Europe?

réponse:

A présent, nous n'avons pas d'influence en Europe occidentale, car nous n'avons pas d'influence à l'intérieur du Marché Commun qui est le vrai cœur de l'Europe occidentale.

Question: La Grande Bretagne, avec sa tradition et ses coutumes, pourrait-elle jouer un rôle actif en Europe sans avoir besoin de changements structurels?

réponse:

Diversité dans l'unité, c'est notre principe. Et je ne vois pas pourquoi nous aurions à changer nos lois et nos coutumes. Nous tiendrons nos lois. Cette diversité dans l'unité est possible aux Etats-Unis, pourquoi ne serait-elle pas possible en Europe?

Question: De quel côté croyez-vous qu'incline la préférence du peuple bri-

tannique: du côté de l'Europe, ou du côté du Commonwealth britannique et ses attaches atlantiques?

réponse:

La politique étrangère est rarement discutée dans les masses populaires. Il est donc normal que ces masses soient peu enclines aux changements.

Les pourcentages de l'opposition au Marché Commun étaient à peu près les mêmes dans les Six pays membres au moment de la signature du Traité de Rome.

N.B. - On peut voir d'après les réponses données par Sir Geoffrey de Freitas que du débat des Britanniques sur le Marché Commun et l'Europe se dégagent les conclusions suivantes:

a) Ceux qui sont contre l'entrée dans le Marché Commun (M. Enoch Powell pour les Conservateurs et M. Douglas Jay pour les Travailleurs) croient fermement dans la supériorité de la Grande Bretagne.

Ceux qui sont pour l'entrée dans le Marché Commun (Mr. Julian Amery pour les Conservateurs et Sir Geoffrey de Freitas pour les Travailleurs) s'attendent à ce que la Grande Bretagne joue un rôle de prépondérance dans le Marché Commun et en Europe.

Il est donc évident que tous, à l'exception de M. John BIGGS-DAVISON et ses amis politiques, sont encore subjugués par le mirage de la supériorité britannique.

b) Conservateurs et Travailleurs, pour ou contre le Marché Commun, sont convaincus que la Grande Bretagne n'aura besoin d'aucun changement structurel ou d'aucun ajustement important afin de pouvoir jouer efficacement son rôle dans la Communauté.

c) Conservateurs et Travailleurs ensemble, à l'exception de M. John BIGGS-DAVISON, (dont la vision est plus tournée vers l'Europe que vers le Marché Commun), lorsqu'ils sont en faveur de l'entrée dans le Marché Commun, s'intéressent davantage à l'aspect économique.

Un partenaire difficile

CEAUSESCU ET LA ROUMANIE NOUVELLE

« Ceausescu le Résistant » telle est du moins la façon dont le qualifient dans le quotidien le FIGARO du 20 mai dernier les journalistes Michel-P. Hamelet et Daniel Norman qui ont interviewé le Président de la République socialiste roumaine à la veille de sa visite officielle qu'il doit faire à Paris le 5 juin.

Nous ne nous attarderons pas à évoquer ici les liens — peut-être encore plus humains et culturels qu'historiques — qui ont toujours existé entre la Roumanie et la France. Dans une interview à la Télévision Française, il y a quelques années, le grand écrivain français François Mauriac avait déclaré que les « vrais frères » de la France se trouvent bien moins près d'elle qu'on ne le pense, et qu'il faut aller les chercher dans certains pays d'Europe orientale. Il pensait sans nul doute, en particulier, à la Roumanie, rempart à l'Est de notre civilisation latine et occidentale, et depuis de longues années « soeur aînée » de la culture française. Nous n'évoquerons pas non plus l'accueil spontanément enthousiaste que le peuple roumain réserva au général de Gaulle quand il était encore le chef de l'Etat français, d'une nation dont le régime politique était à l'opposé de celui de la République Roumaine; mais un chef en qui les Roumains reconnurent sans doute un autre « Résistant », qui voulait avant tout sauvegarder (indépendamment des idéologies politiques), des traditions, une culture et une civilisation qui sont la sève dont se nourrissent les coeurs des peuples.

Nicolas Ceausescu serait donc un communiste orthodoxe mais aussi et toujours le « Résistant » jaloux, parmi les pays « frères » de l'originalité de sa Roumanie qu'il veut dit-il unie et libre: une liberté consciente de ses responsabilités car, dit-il encore, « la liberté individuelle implique un long processus... ».

On sait que la visite à Paris de M. Ceausescu avait été précédée par une visite rapide de 24 heures que le chef de l'Etat roumain avait fait à Moscou juste au moment où la Roumanie venait de manifester sa volonté de suivre sa propre voie et de refuser de participer aux activités de la nouvelle banque d'investissements introduisant le principe de la supranationalité dans le fonctionnement du COMECON.

Au cours de l'interview dont nous reproduisons ci-dessous quelques passages, M. Ceausescu a clairement insisté sur les principes de la non-ingérence dans les affaires des autres Etats: au cours de la réunion que les Pays du Pacte de Varsovie tiendront prochainement à Sofia devra-t-il déclarer clairement qu'il ne veut pas participer aux projets tendant à renforcer la coopération militaire entre les Pays socialistes?

Il est indéniable que Moscou cherche à renforcer la cohésion entre les pays qui se trouvent ipso facto sous son influence. Jusqu'à quel point M. Ceausescu pourra-t-il demeurer le partenaire difficile qu'il a été jusqu'ici?

Après avoir constaté que les relations économiques entre la France et la Roumanie se développent de façon positive, M. Ceausescu a déclaré:

Les rapports entre la Roumanie et la France embrassent, assurément aussi, le domaine politique. Ces derniers temps ont eu lieu de nombreux échanges de vues sur divers problèmes concernant la sécurité européenne, le désarmement, la garantie de la paix dans le monde. Je considère que la France joue un rôle important dans la vie

internationale.

Il m'est agréable de constater que sa position, dans toute une série de problèmes, est assez proche de celle de la Roumanie, coïncidant même sur certains points.

Sécurité et coopération européenne

La Roumanie accorde une attention particulière au problème de la sécurité européen-

ne — compte tenu du fait qu'au cours de notre siècle ont été déclenchées deux guerres mondiales aux conséquences désastreuses pour l'humanité.

Nous considérons qu'une coopération pacifique entre les peuples européens serait heureuse non seulement pour notre continent, mais aussi pour le monde entier. On le sait, bien qu'un quart de siècle se soit écoulé depuis la fin de la guerre,

il existe encore de nombreux problèmes en suspens en Europe.

Je n'ai pas l'intention d'aborder ce sujet, mais il va de soi qu'on ne saurait parler de sécurité européenne sans reconnaître l'inviolabilité des frontières établies après guerre, sans l'établissement de rapports avec la République démocratique allemande et, avec la République fédérale d'Allemagne, donc, sans la participation des deux Etats allemands à la solution des problèmes de l'Europe.

Une conférence européenne

La proposition d'une conférence européenne a été faite, comme on sait, par les pays socialistes à l'occasion de la réunion de Bucarest de 1966 et reprise, l'année dernière, aux réunions de Budapest et de Prague.

Nous estimons qu'une telle conférence aurait des effets positifs pour le développement de la coopération sur le continent. Nous tenons compte du fait qu'une telle réunion devrait aboutir à des conclusions, au moins d'ensemble, concernant la base des relations entre les pays européens.

Je mentionnerais un accord sur la renonciation à l'emploi de la force et à sa menace, un accord concernant le développement de la collaboration et de la coopération économique, technique et scientifique, par l'élimination de certaines barrières et discriminations actuelles.

pas de pourparlers de bloc à bloc

Certes, nous entendons que cette réunion soit solidement préparée. A sa préparation, selon nous, doivent participer les représentants de tous les Etats intéressés. Dans ce contexte, je désire souligner que...

nous ne sommes pas partisans de pourparlers de bloc à bloc, car nous estimons que cela, loin de mener à la détente, dresserait des obstacles aussi bien à la réunion de la conférence que pour la sécurité européenne en elle-même.

Si nous désirons réellement instaurer des rapports de confiance et de coopération entre tous les pays du continent, tant dans la préparation de la conférence, que par la suite, ce ne sont pas les blocs qui doivent intervenir. Nous pensons au contraire que ce sont les représentants des Etats européens qui doivent se rencontrer afin d'ouvrir les voies menant à l'élimination définitive de la vie internationale des blocs militaires et des autres séquelles de la guerre froide, afin de sauvegarder la paix et la sécurité, de renforcer la confiance et la coopération entre les nations.

Coopération entre Etats

La Roumanie est l'un des Etats qui ont favorisé la création du Conseil d'entraide économique. Nous avons vu et continuons de voir dans ce Conseil un moyen de réaliser des rapports de bonne collaboration et coopération entre les pays membres, créant des conditions favorables au développement économique indépendant de chaque Etat. Nous tenons compte du fait qu'à présent, dans les conditions de la révolution technico-scientifique contemporaine,

la coopération entre Etats constitue une nécessité impérieuse du progrès.

Nous sommes conscients du fait qu'aucun Etat — pas plus la Roumanie qu'aucun petit Etat — ne saurait se développer sans la promotion d'une intense et multilatérale collaboration et coopération internationale. C'est pourquoi, nous sommes partisans d'une large coopération avec les pays du Conseil d'entraide économique, avec tous les pays socialistes — dans le respect des intérêts de chaque pays et du développement rapide de chaque nation.

Nous sommes en même temps partisans d'une large collaboration avec les autres pays du monde — et nous considérons que l'appartenance au Conseil d'entraide économique n'est pas de nature à influencer sur l'ensemble des relations économiques de chaque Etat. D'ailleurs, nos échanges économiques

avec la France — qui, ces quatre dernières années ont presque doublé — en font foi.

Marché Commun: trop fermé

Je n'ai pas l'intention ici d'exprimer toutes mes critiques à l'égard du Marché commun, quoique j'en ai plusieurs à formuler.

Je désire noter seulement le fait que de tels groupements qui se présentent en tant que blocs fermés et qui engendrent des discriminations économiques entre les nations, ne peuvent contribuer ni au développement du progrès international, ni au rapprochement entre Etats, ni à la réalisation de la sécurité.

Les taxes douanières et d'autres clauses restrictives rendent difficiles les relations entre les pays du Marché commun et d'autres Etats. Il paraît que les discussions qui ont lieu actuellement au sein du Marché commun indiquent le désir de réduire encore les possibilités du développement de tels échanges. Mais nous espérons que, finalement, on comprendra que, seule une collaboration libre entre tous les Etats permet l'accélération du progrès général, l'accentuation de la détente, le renforcement de la sécurité et de la paix.

Le socialisme est « unique »...

Nous ne considérons pas qu'il existe une « voie roumaine » du socialisme. Comme vous le savez, les fondateurs du socialisme ont été Marx, Engels, Lénine.

Si nous parlons réellement du socialisme celui-ci ne peut être qu'unique.

Certes, la construction du nouveau régime social pose des problèmes différents d'un pays à l'autre, d'une étape historique à l'autre, en fonction du niveau du développement économique et du niveau de culture de chaque pays, des conditions historiques, nationales, concrètes. Dans l'édification du socialisme, il est nécessaire que l'on tienne compte du fait essentiel

que les vérités générales doivent être appliquées conformément à la situation spécifique de chaque pays.

Comme nous l'avons affirmé maintes fois, nous partons du fait qu'entre le général et le particulier, il existe une unité dialectique. C'est seulement dans la mesure où le

général trouve sa confirmation par le particulier (dans des conditions concrètes, spécifiques) que celui-ci confirme sa concordance avec les intérêts du développement de la société.

Le fait que l'édification du socialisme a lieu dans des conditions qui diffèrent d'un pays à l'autre impose l'adoption de formes et de méthodes différentes, de solutions concrètes différenciées.

...mais différent pour chaque pays

Nous sommes contre toute uniformisation, contre toute standardisation — qui ne peuvent que nuire à la réalisation créatrice des idéaux du socialisme — nous sommes pour le droit de chaque parti d'élaborer indépendamment sa ligne générale, les formes et les méthodes d'édification du nouveau régime. Mais, qu'il soit clair que les solutions concrètes adoptées ne changent en rien l'essence du socialisme qui demeure unique: la liquidation du règne des exploités, l'instauration du pouvoir total des travailleurs; la création d'une vie libre et heureuse pour tous. C'est l'élément fondamental dont doivent tenir compte tous ceux qui désirent construire réellement la société socialiste.

Indépendance...

Nous considérons le problème de la garantie de l'indépendance politique, militaire et économique comme une partie intégrante de la construction socialiste.

D'ailleurs, dans les conditions actuelles, tout peuple qui désire se forger une vie meilleure doit assurer son indépendance dans tous les domaines d'activité. Si nous considérons les pays en voie de développement, les pays qui ont conquis leur indépendance au cours des vingt dernières années, nous constatons qu'aucun d'entre eux n'entend renoncer, sous aucune forme, aux principaux attributs d'un Etat souverain; on ne saurait concevoir le progrès de ces pays sans leur totale indépendance économique, politique et militaire. Certes, cela n'exclut pas la collaboration et la coopération entre les peuples.

Cela n'exclut qu'une seule chose: la domination d'un pays par un autre.

PIETRO GERBORE

LE MARIAGE EN EUROPE

Nous publions ici la quatrième partie d'une enquête sur le mariage qui englobe les principaux pays d'Europe.

SUISSE

La diversité de la Confédération Suisse se reflète aussi dans les statistiques des divorces. En 1967, dans une population de 6.07 millions, il y eut 5200 mariages dissous, c'est à dire 86 sur 100.000 habitants, et cette moyenne se maintient depuis des années. Le plus grand nombre de divorces est dans les grandes villes (120-180 pour 100.000 habitants), alors que dans les cantons ruraux, essentiellement catholiques, le pourcentage descend à 0.5-0.15 pour mille. Les statistiques révèlent une curieuse, complexe jurisprudence. Alors qu'en 1927, dans toute la Confédération, 72% des sentences furent motivées par la « destruction » de l'union et le 20% par l'adultère, le rapport entre les deux causes est de 11:1 à Zurich et Berne, 4:1 à Genève, 2:1 à Saint-Gall, 3:4 dans le Valais et 1:2 à Bâle. L'adultère donc a atteint son maximum sur la frontière entre l'Allemagne et la France, descend à son minimum dans le grand centre industriel de Zurich; prend à nouveau de grandes proportions dans la cosmopolis de Genève, dans le Valais et à Saint-Gall. Les offenses physiques et morales — adoptées souvent en France, par exemple, comme causes de divorce — sont rares en dehors de Genève ou du Valais. Les statistiques révèlent que la « destruction » de l'union, c'est-à-dire l'impossibilité de la cohabitation, est le motif le plus fréquemment invoqué.

C'est le code civil, approuvé par le parlement fédéral en 1907 et entré en vigueur en 1912, qui discipline les rapports conjugaux, mais les procédures judiciaires varient d'après les cantons. En général le législateur suit la voie du milieu, entre la tutelle du mariage, en tant que base d'une société ordonnée, et la liberté reconnue à l'individu de préserver ses propres intérêts et former

sa propre vie. Le but de la loi donc est de chercher toutes les voies possibles pour sauver une situation matrimoniale avant d'en décider la liquidation. Dans la plupart des cantons le magistrat compétent est le juge de paix. C'est à lui d'essayer la réconciliation. Le Canton de Zurich recommande une période d'attente avant la sentence. Le magistrat ne doit pas se contenter des déclarations des conjoints: il doit écouter l'opinion des experts et retarder la décision jusqu'à la faillite d'un extrême essai.

Dans la pratique judiciaire on constate cependant que le magistrat doit presque toujours s'incliner devant un accord préliminaire. Lorsque l'une des parties invoque comme motif l'adultère, la tendance qui domine aujourd'hui est de « relativiser » son importance. Une faute occasionnelle, sur laquelle l'autre époux a fermé les yeux, n'est pas prise en considération.

Si le motif invoqué par l'instance est la destruction du lien, la question de la « culpabilité » passe au second plan. Cependant le magistrat doit se préoccuper que la partie coupable ne manœuvre pas en vue d'une seule fin: liquider un lien devenu trop lourd. A l'époux innocent ou moins coupable est partant reconnu le droit de refuser le divorce et demander la séparation qui d'ailleurs, après trois ans, facilite le divorce.

Par le divorce la communauté des biens est dissoute et chacun reprend sa part. L'innocent a droit en plus à un dédommagement pour « perte de bénéfices et espoirs déçus », tels la pension ou l'héritage, et s'il est besogneux aussi aux aliments, déterminés d'après les conditions des deux parties. La tendance moderne est d'accorder les aliments, naturellement en mesure plus modeste, aussi à l'époux partiellement coupable. Le maintien des enfants est imposé aux deux parties.

AUTRICHE

L'Autriche est le pays des divorces, qui de la capitale envahissent la campagne et les montagnes au fur et à mesure que l'influence du curé diminue et que celle du cinéma et des hebdomadaires augmente.

En 1968, 9.705 mariages furent dissous, 825 plus que l'année précédente, c'est-à-dire 17 divorces sur 100 nouveaux mariages. Dix ans auparavant le rapport était 15:100, au début du siècle 2:100. En 1968 le 46% des divorces était prononcé dans la capitale: dans le 60% des cas la faute était attribuée au mari, 12% à la femme, 28% aux deux. 496 mariages avaient résisté moins d'un an, 2.909 plus de dix ans: 8.750 enfants de moins de 14 ans en subirent les conséquences.

La facilité du divorce est un héritage de l'Anschluss parce qu'avant 1938 le mariage religieux avait des effets civils et aux catholiques toute voie de sortie était fermée. Hitler introduisit la législation du Reich. Restée depuis en vigueur, elle est appliquée aujourd'hui avec une grande libéralité. Dans 96% des cas le divorce est prononcé en vertu de l'article 49 (« autres infractions du mariage »); très rares en revanche (à peine 77 en 1968) sont les adultères. En réalité le divorce est concerté entre les époux avec l'aide des avocats, et le magistrat ratifie l'accord en silence.

La mise en vigueur de la loi du Reich sur le mariage n'a d'ailleurs pas abrogé les lois autrichiennes de 1811 et 1852. Celles-ci reconnaissent seulement l'autorité du père, lequel conserve la tutelle de tous les enfants, aussi après le divorce, même s'ils sont confiés à la mère. Il perd cette autorité seulement en certains cas très graves; elle passe alors au tribunal des mineurs. La femme a droit aux aliments seulement si elle est en état de prouver que toute la culpabilité est du mari. Si c'est elle qui a fourni le motif du divorce il n'y a dans la loi aucune marge pour la pitié.

Cependant pour la femme la loi ouvre des possibilités de relancer et tourmenter l'homme qui se refuse à payer. L'instance de divorce dans laquelle la partie coupable invoque le fait d'une communauté domestique détruite déjà depuis trois ans, peut se heurter au refus insurmontable de l'autre partie, surtout quand le mariage avait duré longtemps. Par conséquent au mari qui voudrait remplacer une vieille épouse par une

plus jeune, les avocats conseillent la générosité. La loi pénale prévoit un délit, la *Ehestoerung*, l'action de déranger et troubler un mariage, qui se prête au plus haut point au chantage et à la vengeance. Récemment un industriel viennois s'est suicidé, en laissant une lettre par laquelle il accusait la justice autrichienne. Depuis douze ans il vivait séparé de sa femme et depuis six en concubinage. Il lui en était né un enfant. Non seulement la femme refusait le divorce, mais en vertu de la clause sur la *Ehestoerung* elle faisait une vie d'enfer au mari et à la rivale. A la demande de la partie lésée, ce crime est punissable par une détention jusqu'à six mois, et seulement jusqu'à trois s'il n'y a pas un vrai adultère. D'après l'interprétation de la Cour Suprême il suffit d'un baiser pour conduire à bonne fin une vengeance conjugale.

YUGOSLAVIE

Le divorce pour tous est un apport du communisme. Jusqu'à la dernière guerre mondiale la discipline des rapport conjugaux était exclusivement du ressort des communautés religieuses. En Croatie et Slovénie l'Eglise de Rome unissait les catholiques de manière indissoluble. Aux Serbes, Monténégrins et Macédoniens l'Eglise Orthodoxe concédait au contraire le divorce, mais une fois seulement dans toute la vie. En Bosnie les Musulmans divorçaient librement, lorsqu'ils ne préféraient pas la polygamie.

L'unification et la laïcisation du droit matrimonial, par les communistes, déclancha une vague de divorces qui maintenant après un quart de siècle ont pris un rythme régulier. La moyenne habituelle tourne autour de 20.000 pour une population de 20 millions. A peine mille sentences constatent l'adultère. La majeure partie des divorces se font par consentement mutuel, avec la complaisance tacite du magistrat.

Dans les villes les séparations sont plus fréquentes que dans les campagnes où la foi est encore forte et persistante. Il semble que de toutes les minorités l'italienne est la plus contraire au divorce.

Dans la Yougoslavie socialiste il n'y a guère de complications patrimoniales: chacun prend ce qui est à lui et ce qu'il a gagné pendant la vie conjugale. La femme, peut

exiger les aliments seulement si dépourvue de moyens ou si elle n'est pas à même de travailler. Les enfants yougoslaves — sans égard pour la culpabilité — sont laissés d'habitude à la mère, sauf dans certaines régions de la Serbie où survit le clan patriarcal: après le divorce la femme n'en fait plus partie, mais les enfants y restent.

En Serbie et au Monténégro les unions non sanctionnées par la loi ou l'Eglise sont fréquentes. Lorsque la femme n'a pas encore 18 ans, conformément à la loi, l'union s'accomplit en fait et la cérémonie passe dans le domaine de l'oubli. En Serbie les noces paysannes demandent une grande dépense, parce que les fêtes durent trois jours et tout le village y prend part. L'économie conseille souvent de s'en passer. D'ailleurs le concubinage n'encourt aucune sanction sociale.

GRÈCE

Suspendue entre passé et avenir la Grèce s'accroche à une tradition patriarcale, que la marche du temps vide de son contenu. Le Code Civil de 1946 reflète une société où la volonté du père et du mari est la loi suprême, alors qu'à la femme revient un rôle de subalterne, aussi parce qu'elle est virtuellement exclue de la vie économique. Cette société se fonde sur un césaro-papisme, c'est à dire sur l'identification de la religion et de l'Etat et, puisque l'Eglise orthodoxe admet le divorce, le code civil l'admet aussi.

Jusqu'en 1946 l'adultère de la femme portait automatiquement au divorce alors qu'une faute du mari trouvait une plus grande indulgence. Le nouveau code a effacé cette injustice. Comme la vie de la famille est considérée chose sacrée et tout danger doit être écarté d'elle, la loi concède le divorce seulement dans des cas exceptionnels: la «faute» doit être prouvée sans équivoque afin de pouvoir faire retomber les conséquences sur la partie responsable. Néanmoins l'homme jouit d'une position avantageuse. C'est à lui que revient n'importe quelle augmentation du patrimoine réalisée durant le mariage. La loi exclut une séparation par consentement mutuel et accepte comme motifs valables seulement l'adultère, l'abandon intentionnel et la destruction coupable du foyer.

L'adultère, quelles que soient ses atténuantes ou sa fréquence, reste le principal

motif de divorce.

On peut invoquer l'abandon coupable quand un des conjoints a dissous la communauté domestique depuis plus de deux ans avec l'intention de détruire la communauté conjugale. Il y a enfin destruction de la communauté conjugale lorsque le comportement coupable d'un des époux rend à l'autre la continuation de la vie commune impossible. Seulement l'époux abandonné ou le coupable peuvent présenter une instance de divorce.

La procédure judiciaire est précédée par un acte de pénitence à l'église, qui d'ailleurs est devenu purement formel.

La loi veut que la sentence établisse clairement la «culpabilité» et le mari coupable doit payer les aliments à la femme, laquelle éventuellement a la même obligation si le mari ne peut pourvoir à son propre entretien. Les enfants sont laissés à la partie non coupable. Si aucun n'est innocent, filles et garçons au dessous de 18 ans sont données à la mère.

En Grèce comme ailleurs la loi rigoureuse sert seulement à stimuler la fantaisie des époux et des avocats pour construire des motifs valables. La majorité des divorces s'effectue par consentement mutuel avec une habile simulation des circonstances, à laquelle amis et parents concourent avec de faux témoignages. Si les circonstances ainsi simulées sont plausibles et les époux semblent consentants, le juge ne regarde pas de si près et concède le divorce.

Les difficultés commencent avec la stipulation de l'accord financier. La femme demande le maximum, le mari offre le minimum: le duel précède la procédure judiciaire et, si l'accord n'est pas atteint, le débat devant le magistrat peut prendre des formes scandaleuses et peut durer jusqu'à la capitulation d'une des parties.

Si l'on doit en croire les statistiques judiciaires, les femmes «coupables» sont aussi nombreuses que les maris. Là aussi la cause doit être cherchée dans le système patriarcal de la société grecque. Dans la petite bourgeoisie et chez les paysans ce sont les familles qui choisissent l'époux et l'imposent aux filles et tôt ou tard et surtout si elles vivent dans les villes elles finissent par se rebeller. Mais le grand coût de la procédure fait du divorce le privilège des riches. L'ouvrier qui veut rompre son mariage, ou la paysanne qui veut suivre son amant, émigrent.

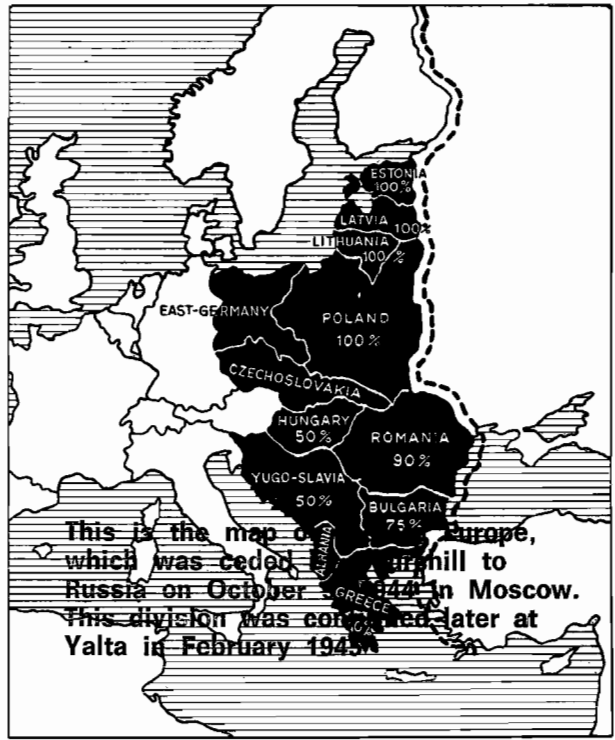
number 6

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETTIN EUROPEEN »

ROME

JUNE 1970



The catastrophic floods in Romania AN OPEN LETTER TO PRESIDENT NIXON

Dear Mr. President,

The Romanian people, who greeted you a year ago as the new Messiah of all their hopes of liberty and independence, are once more thrown by ill fate into hard and difficult times.

The disastrous floods that fell on this country, killing people and cattle, breaking down houses and destroying harvests, are an unparalleled tragedy in the history of this brave people that stood for 2000 years, a faithful sentry at the borders of Oriental Europe.

The Romanian people must therefore be helped, not only on humanitarian grounds, but also from a political point of view.

Without massive, generous and immediate aid from the noble American people, (who alone are able to extend such help) Romania is threatened to fall, once more, prey to the insatiable



muscovite imperialists.

The great damages and losses caused by these catastrophic floods will weaken, for many years to come, Romania's economy already too closely linked to the unscrupulous proceedings of Moscow.

Left to herself, in these terrible circumstances, Romania will be, once more, at the mercy and discretion of the Kremlin, and will be especially exposed to its thirst for revenge, on account of her attempts over the last five years to reach towards freedom and independence, in breaking her Muscovite chain.

Moscow is only awaiting, has been awaiting just such an opportunity, to compel the courageous Romanian people to surrender, once more, to its unconditional control.

This must be prevented at any price.

Your Excellency, Mr. President, by understanding the role that Romania can, and must play in a free and integrated Europe, you have made Romania a turn-table for a bold and new policy of the United States, in search of a just and lasting peace for all Eastern European countries and for the peace of the world.

To-day, this policy, your policy Mr. President, is threatened in Romania by

the cataclysm that struck at this country.

I feel confident that the American citizens, the foundations and private organizations of this great people, will send their gifts to the victims with the gallantry they have always shown.

But, whatever the magnitude of that aid, it will not be sufficient to meet the needs, owing to the size of the catastrophe.

The assistance to the Romanian people must be doubled through a real « Marshall Plan », or, more exactly, a NIXON-Plan, granted by the Congress and the American Government.

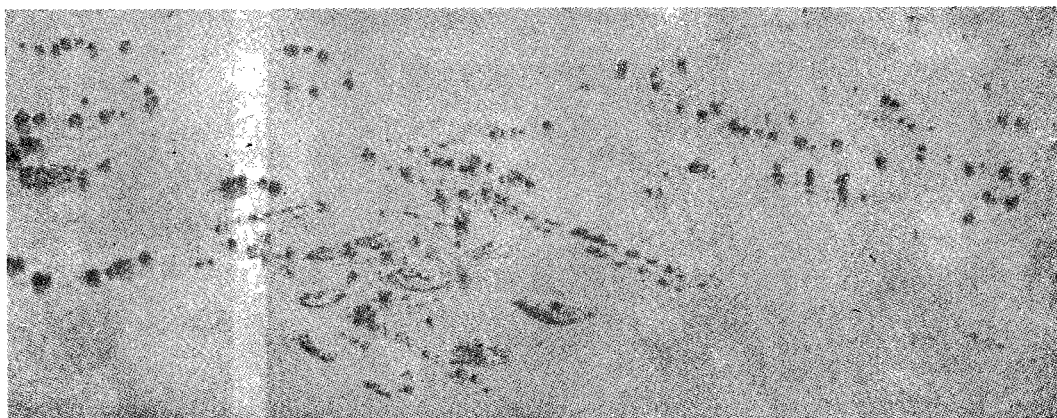
This « Nixon-Plan » will not only be an act of generosity and human solidarity, but a political investment with tremendously favourable repercussions on the liberty and independence of the satellite countries of Eastern Europe, and a contribution for a just peace and stability of the world that you are seeking with as much courage as nobleness.

Kindly acknowledge, Mr. President, my deep gratitude and my respectful consideration.

Respectfully Yours,

N. BACIU

Cannes, 1st of June 1970



The terrible flood in Romania: The Danube overflowed its banks inundating the entire industrial area between Galati and Braila, as seen in this dramatic photo.

« KNOWLEDGE OF THE 30th MERIDIAN »

From Mr. Alex. Perishich, Edinburgh, we receive the following letter:

20th May 1970, 23 hrs.

Dear Professor Del Vecchio,

Many thanks for your April's Bulletin, and I would say, my own feeling, « La conscience du 30^e meridian », it is your article, a very good one. The War Conferences and three men: Roosevelt, an invalid, without any sympathy for Europeans, Winston, lover of alcohol, also unhealthy, and Generalissimo Stalin, always conscious, firm and he knew what his Kremlin wants.

The NATO countries cannot defend W. Europe without the United States. But, Washington is for all time in wars without its friends help, and it has very high losses and expenditure, and in its country a revolutionary situation, a very dangerous one. So, Communism is successful everywhere and most aggressive, because the Western Democratic Bloc is not compact — all for one and one for all, this does not exist. Communism is a world-wide international conspiracy. Its method is very highly organised, tightly disciplined, and military very powerful. I feel, the Christian civilisation is too much naive, in fact, consciously serving Communism and its conspiracy: Trade, scientific exchanges, cultural and other visits, sympathy, etc. You know an old psychological law: « If you give too much power to little educated and wild man, he will be very dangerous, or if you give too much of action-freedom and sympathy to the criminals, the criminality will increase, getting an international danger », and it is Communism today.

The mystical marriage is the marriage of the soul and the spirit, or the subconscious and superconscious minds. They must be one, and to resist Communism, Democratic World must be one, all together at any Communist aggression.

European Six all time repeat, we are united, strong, and other Fairy Tales, but if the Red Army moved forwards, it would be a Grand Show, a mess, and suffering, especially if United States were outside of W. Europe, protecting themselves being attacked from the Cuba Soviet nuclear bases, and many others.

Our western workers, students and younger men and women — they are all politically and military untrained, anti-wars, dangerous rebellions in the street with their demonstrations, always supporting Communism. Such happenings do not exist in the Communist Bloc. Every one little more capable man and woman, they are trained ideologically and military, and disciplined, they know their duties and who are their enemies. I feel, God does not interfere in human affairs or He helps those who are more intelligent and who know what they want and methods to realise their aims or wishes. The Tibetan Lamas were meditating and praying hours and hours, being so much holy, and the Chinese Red Army occupied Tibet without resistance, and over 10,000 Lamas were killed or put themselves into the fire. Neither God nor their Buddha saved them and their Holy Tibet.

As you heard, we will have the Government election on 18th June. It is impossible to predict who will win this battle. A majority of best educated

people, intelligent, good patriots, anti-Communist, will vote Mr. Heath, Conservative Party, but our very strong workers unions, a mass of students and younger people, they are either Socialists or pro-Communists, and they will vote Mr. Wilson. So, we cannot predict now, who will win this battle, but I would be happier if Mr. Heath came in power.

You don't need to answer this letter, but I'm sure, you will agree with my writing, thanking you again for your publication, with all good wishes to you, Professor Del Vecchio and your family members,

Yours truly,

Dr. ALEX PERISHICH
Edinburgh

Andrei Amalrik

CAN THE UNION SERVE THE YEAR 1984 ?

(Excerpts)

(Andrei Amalrik is a prominent intellectual living in the Soviet Russian empire who is aware of the existence of Russian imperialism towards many neighbouring nations and the reactionary nature of the tyrannical and oppressive Soviet system).

There are basically three reasons that impel me to write. First, an interest in Russian history. Nearly 10 years ago I wrote a work in Kievan Rus; for reason that had nothing to do with me I was obliged to interrupt my research work on the beginnings of the Russian state. Now, however, I am hoping that, as a historian, I shall be recompensed a hundredfold for this by becoming a witness of its end. Second, I have been able to keep a close watch on the efforts being made to create an independent social movement in the USSR which in itself is highly interesting and merits some kind of preliminary assessment. Third, it has frequently been my lot to hear and read about the so-called "liberalization" of Soviet society; these reflections

can be briefly formulated as follows: at the present time the situation is better than 10 years ago; consequently, in 10 years' time it will be still better. I shall try here to show why I disagree with this.

As it appears, in the course of approximately five years, from 1952 to 1957, a special kind of revolution at the top occurred in our country... Apparently, however, the "revolution at the top", by shattering Stalin's monolithic creation, made it possible also for some kind of movement to develop in society and by the end of that period there began to be discernible a new force independent of the government. It can roughly be called a "cultural opposition"... This movement was directed not against the political regime as such but only against its culture which, however, the regime itself regarded as a component part of itself. The regime, accordingly, fought against the "cultural opposition" and in each particular case won a complete victory: the writers "repented", the publishers of underground magazines were arrested, the

exhibitions were closed down and the poets were dispersed. Nevertheless, a complete victory over the "cultural opposition" was not to be achieved; on the contrary, some of it gradually merged itself into official art and thereby became modified, but by also modifying official art it to some extent survived, if by this time, to a considerable degree, as a cultural phenomenon. The regime reconciled itself to its existence and, as it were, ignored it, thus depriving its oppositionism of the political element which the regime had attached to it by fighting it.

Meanwhile, however, from the inner depths of the "cultural opposition" there emerged a new force which took its stand not only against official culture but also many aspects of the regime's ideology and practice... this force was given the name of "samizdat"...

Nevertheless, "samizdat", like the "cultural opposition", gradually gave birth to a new independent force which can now be regarded as a real political opposition to the regime or, at any rate, as the embryo of a political opposition. It is a social movement that has given itself the title of the Democratic Movement...

...It can be said that over the last 15 years at least three ideologies on which opposition is based have crystallized: "genuine Marxism-Leninism", "Christian ideology" and "liberal ideology". "Genuine Marxism-Leninism" considers that the regime, by perverting or distorting Marxist-Leninist ideology for its own purposes, is not guided by Marxism-Leninism in its practices and that, if our society is to be restored to health, there must be a return to the true principles of Marxism-Leninism. The "Christian ideology" considers it necessary to return in the life of a society to Christian

moral principles, which are interpreted in rather Slavophile terms, with a claim for a special role for Russia. Finally, the "liberal ideology" ultimately envisages a transition to a Western-type democratic society which, however, would maintain the principle of social and state property.

All these ideologies, however, are distinctly amorphous;... they represent the views of a small group of people...

The Democratic Movement, as far as I am aware, includes representatives of all three above-mentioned ideologies... all its participants take for granted at least one general objective: the rule of law, founded on respect for basic human rights.

The number of adherents of the Movement is, generally speaking, just as indefinite as its objectives. It numbers several dozen active adherents and several hundred who sympathize with the Movement and are prepared to support it...

Altogether 738 persons signed their names to various collective and individual protests. The professions of 38 are unknown. If we take the number of those known, we can compile the following table:

Academics	45 per cent
Artists	22 per cent
Engineers & technicians .	13 per cent
Publishing employees, teachers, doctors, lawyers	9 per cent
Workers	6 per cent
Students	5 per cent

If this social breakdown is taken as typical of the Movement, it is clear that academic circles form its basic support. However, by virtue of their special kind of work, their position in our society and their style of thought, academics seem to me the group least capable of purposeful activity. They will

be quite willing to "reflect", but extremely indecisive in action.

Further, it is obvious that in broader terms the intelligentsia constitute the basic strength of the Movement...

...in all countries a group of persons with medium-sized incomes, practising professions that call for a considerable amount of training, require a certain amount of pragmatic and intellectual freedom for their activities and, like every property-owning group, the rule of law. In this respect it represents the basic stratum of society on which any democratic regime is based. As I see, it, such a class is in process of being formed in our country, one that could also be described as a "class of specialists"...

Thus there is an influential class or stratum of society on which a democratic movement could, seemingly, be based; three factors which will strongly counteract this trend.

... First, the systematic removal from the life of society of the most independent and most active of its members, which has been going on for decades, has left an imprint of greyness and mediocrity on all sections of society—and this could not fail to be reflected in the "middle class" which is once again taking shape. Secondly, the section of this class which most clearly realizes the need for democratic changes is also that which is at the same time pervaded by the "skin-saving" idea that "anyhow there's nothing we can do about it" or "you're just beating your head against a wall", in other words, a kind of belief in one's own impotence vis-à-vis the regime. The third factor has not so clearly emerged but is very interesting.

As is well known, the class of people in any country who are most disinclined towards changes and, in general, to independent action of any kind are the

government officials. And naturally so, since each official feels himself to be much too insignificant beside the government machine, in which he is merely a cog, for him to demand of it any kind of changes. On the other hand, he has been relieved of all social responsibility; he carries out instructions, as that is his job... For an official the concept of work is replaced by the concept of "job". In his office he is an automaton; outside it he is passive...

In our country, since all of us work for the state, we all have the psychology of officials—writers who are members of the Writers' Union, academics employed in government establishments, workers or collective farmers—just as much as KGB or MVD officials. Naturally, the so-called "middle class" is not only no exception in this respect but in their case, as I see it, precisely because of their middle social position, such a psychology is highly typical. Many members of this class also are simply functionaries of the Party and government machine and they look upon the regime as a lesser evil by comparison with the painful process of changing it.

Thus we are faced with an interesting phenomenon. Although there already exists in our country a social group which might be able to comprehend the principles of personal freedom, rule of law and democratic government, which has a practical need for these, and which already furnishes a basic contingent of members to the emerging democratic movement, nevertheless in the mass this group is so mediocre, its thinking is so "bureaucratized" and the section of it which is intellectually most independent is so passive, that the success of a democratic movement based on this social stratum appears to me highly problematical.

It has to be said, however, that this

"paradox of the middle class" is curiously combined with a "paradox of the regime". As is well known, the regime underwent very dynamic internal changes in the five years before the war, but subsequently the regeneration of the bureaucratic elite proceeded along bureaucratic lines through the selection of those who were most obedient and compliant. This bureaucratic "negative selection" of the most obedient members of the old bureaucracy and the exclusion from the ruling caste of those who were bolder and more independent has produced, each time it occurred, a new generation of bureaucratic elite of a weaker and more indecisive type. Having become accustomed to obey orders without demur and not ask questions, in order to gain power, the bureaucrats, once having gained power, possess a brilliant capacity for keeping it in their hands, but have no idea whatever of how to use it. They themselves are not only incapable of thinking up anything new but in general they even regard any kind of new idea as an as-

sault on their own rights. We have, apparently, already reached the sad point where the concept of power has no connection either with a doctrine, or with the personality of the leader, or with tradition, but only with power as such: no government institution or position has anything at all behind it except merely the realization that the function in question is an essential part of the existing system. Naturally, the sole purpose of such a regime, in internal politics at any rate, must be self-preservation. That is just how it is. The regime has no wish either "to restore Stalinism" or "to persecute members of the intelligentsia" or "to render brotherly assistance" to those who do not ask for it. It only wants everything to go on as before—authorities to be recognized, the intelligentsia to keep quiet, no rocking of the system by dangerous and unfamiliar reforms. The regime is not on the attack but on the defence. Its motto is: don't touch us and we won't touch you. Its aim: let everything be as it was...

« Mihailov, didn't you tell us we could plot in safety since they purged the security police? »



Kananarush

K A L E I D O S C O P E

Hungarian Officer Escapes To Italy

At the beginning of April 1970, a 25-year-old Lieutenant of the Hungarian Air Force, Sandor Zoboki, escaped from Hungary to Italy in a Soviet-built jet plane, type MIG 15. He asked for asylum in Italy. The same day three more Hungarians escaped to Italy. They took advantage of a tourist trip to Yugoslavia, crossing the Italian border in secret.

EAST GERMANY

5000 Political Prisoners In The Russian-Occupied Zone Of Germany

At present about 5000 individuals who were sentenced to a number of years of imprisonment on political grounds find themselves in correctional institutions and prisons of the Russian-Occupied Zone of Germany, the so-called "German Democratic Republic". Among them are anti-Communist freedom fighters and people who were unsuccessful in their attempts to flee to West Germany. In the detention center at Cottbus around 300 prisoners are held who were convicted for attempts to flee the country. Many of them have sustained serious shot wounds.

SLOVAKIA

Demonstrators Attack Police

In a village in Slovakia a protest demonstration broke out following the arrest of a priest. The official reason for the priest's arrest was that "in

spite of warnings by state officials, he abused his priestly function by engaging in illegal activities". In the course of the demonstration, the demonstrators attacked a police patrol.

Activities Of Slovak Nuns Curtailed

The Church's situation in Slovakia has worsened again as the result of the Russian occupation. People are afraid that the Communist regime will again resort to the same methods used prior to the Dubcek era.

A memorandum by Slovak nuns to the Prime Minister of the Slovak Socialist Republic is characteristic of the present situation. In this memorandum the nuns protest against a vast limitation of their activities.

The activities of the nuns in Slovakia are restricted to the following areas: a) sanatoriums and nursing homes for feeble-minded people, b) charitable homes for aged priests and nuns, c) health care according to the rules of the Ministry of Health—probably only in lunatic asylums.

On the other hand, the nuns are forbidden to engage in the following: a) activities in institutions for the aged, b) social work in families and communities, c) teaching of religion, d) handling of parish households, e) accepting novices (while young people who were already accepted are to be released), f) acquiring property for the order.

Revue Theatre Closed In Bratislava

The Ministry of Education and Culture of the Slovak Socialist Republic ordered the closing of a popular cabaret and revue theatre "Tatra Revue" for provocation of the Russian invaders.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

*Quo Vadis
Mr. Heath?*

M. Edward Heath, le chef des Conservateurs est resté une énigme non seulement pour les députés qu'il préside aux Communes, mais aussi et surtout pour les Britanniques en général.

M. Heath est d'origine populaire, mais il n'aime ni communier ni même communiquer avec les masses populaires; il est le premier chef conservateur élu par les députés selon un procédé démocratique et pourtant il est, de tous les chefs que son parti ait connus, celui qui aime le moins prendre conseil de ses collaborateurs intimes. M. Heath, selon ceux qui le regardent de près ou de loin, ne réussit à projeter ni l'image aristocratique dont les Conservateurs avaient voulu se débarrasser dans la personne de Sir Alec Douglas-Holme ni l'image du nouveau chef conservateur, petit-bourgeois rallié au peuple. Il tombe entre les deux pôles de la politique britannique qui se refuse le luxe de la bourgeoisie au pouvoir avec l'ignorance hautaine de l'aristocratie et la rancune militante de la classe ouvrière à la fois. C'est en effet, le grand dilemme de la politique britannique et en même temps l'explication de la crise interminable qui la secoue sur tous les plans. M. Heath n'est au fond que l'image parfaite de ce dilemme.

*A la
remorque des
Travailleurs*

C'est une chose que le pays paraît reprocher à M. Heath, et son discours qu'il a tenu devant les Chambres de Commerce française et britannique à Paris, le prouve une fois de plus. En effet, l'impression générale à Westminster aussi bien que parmi les militants conservateurs dans tout le pays est qu'à Paris, M. Heath a prouvé une fois

de plus qu'il ne fait que suivre docilement la politique de M. Wilson. La presse paraît aussi du même avis. Sous le titre: *La Grande Bretagne ne paiera pas aux Six un prix déraisonnable, dit Heath*, le Daily Telegraph annonce son discours de Paris dans une atmosphère générale de méfiance envers l'Europe, méfiance que le journal amplifie avec les sous-titres: «*Les Conservateurs se refroidissent à l'égard des Six*» ou bien en essayant de reproduire le ton de menace employé par M. Heath avec: «*Maintenant ou jamais*».

Le «*Guardian*», donne le ton du discours de M. Heath sous le titre: «*Heath met en demeure les Six: jamais plus si les négociations échouent*». C'est en effet, le ton de mise en demeure que les titres de tous les journaux essaient de mettre en relief, et de ce point de vue, M. Heath apparaît comme le jumeau de M. Wilson, car ni le langage ni le ton ne sont autres que ceux que M. Wilson a toujours employés à l'égard des négociations avec le Marché Commun.

Pour les Britanniques ce n'est pas la première fois que M. Heath emboîte le pas aux Travailleurs. Lorsque M. Wilson, à la tribune des Communes a lancé la guerre froide insensée contre la Rhodésie, M. Heath, sans prendre l'avis de ses collaborateurs, s'était levé pour apporter son concours et celui de son parti à l'homme qui faisait de l'affaire rhodésienne une affaire personnelle de haine contre Ian Smith, le Premier-Ministre de la Rhodésie. Maintenant, lorsque M. Heath s'est enfin aperçu de l'erreur, les Conservateurs n'ont plus de voie pour s'en sortir. Tout effort fait par certains leaders, ne paraît que comme la négation d'une parole engagée. Lorsque le gouvernement travailliste a mis en oeuvre la destruction de l'enseignement national pour des fins politiques, M. Heath a gardé le silence et laissé la parole à Sir Edward Boyle un homme de gauche dont la richesse et l'origine le séparaient des réalités du jour et qui avait toujours arboré le gau-chisme comme une cocarde plaisante dont on ne peut être fier que dans les salons du

snobisme inversé. Sir Edward Boyle a apporté son appui aux travaillistes et maintenant lorsque M. Heath s'aperçoit que les fins politiques des travaillistes risquent de dévaster l'enseignement national, il est trop tard pour faire quelque chose. Dans le cas de la nationalisation absurde de l'industrie de l'acier, M. Heath n'a fait qu'ébaucher une protestation qui se référait plutôt à la procédure qu'au principe. Le résultat fut que le gouvernement travailliste a payé 1.400 millions de Livres Sterling au lieu des 600 millions qu'il avait prévus, pour une industrie malade. Les seuls qui aient bénéficié de cette opération ont été les patrons qui furent payés plus qu'ils n'avaient espéré pour des usines qui fonctionnaient en déficit. Bien entendu, les buts de propagande des travaillistes furent aussi servis amplement. Il est maintenant trop tard pour que les Conservateurs, puissent prendre quelque initiative que ce soit. Ils ont d'ailleurs prêté des « spécialistes » à cette nouvelle institution nationalisée, mais ces « spécialistes » ne sont pas assez nombreux ni assez puissants pour se permettre de travailler autrement qu'en tant qu'agents exécutifs des travaillistes.

Voici donc un bilan assez terne pour un chef conservateur qui pourrait néanmoins être le prochain Premier-Ministre de la Grande Bretagne. Mais le bilan n'est ni complet ni vraiment analysé car personne, parmi les conservateurs, n'ose dresser le vrai bilan politique de M. Heath de peur qu'il ne devienne une arme électorale contre le parti.

*Julian Amery et Biggs-Davison
deux Européistes
absents de
l'équipe de Mr. Heath!*

Certains journaux du dimanche 10 mai s'occupent de l'équipe qui forme le contre-gouvernement (shadow cabinet) de M. Heath, et ils découvrent que même les collaborateurs prééminents de cette équipe ne savent quels portefeuilles ministériels ils obtiendraient au cas où leur parti l'emporterait aux élections prochaines. M. Heath reste énigmatique et règne en souverain absolu sur un parti qui l'a élu démocratiquement. Mais l'étonnement de l'opinion ne

RECTIFICATION

Dans le texte de l'interview accordée par M. Julian AMERY à notre correspondant permanent en Grande Bretagne et publié dans notre numéro d'avril, une erreur s'est glissée: le nom de l'homme politique qui fut le père de M. Julian Amery n'était pas Heathcote Amery, mais Leopold S. AMERY. Nous nous excusons vivement auprès de M. Julian AMERY aussi bien qu'auprès de nos lecteurs de cette regrettable inexactitude.

s'arrête pas là. M. Heath se targue d'être un européen convaincu et il a engagé son parti sur cette voie. Cependant, dans son équipe qui forme le contre-gouvernement et qui devrait donner les ministres de demain, manquent des hommes comme M. Julian Amery et M. John Biggs-Davison. Ancien ministre de l'Aviation et homme politique de grande tradition européenne, M. Amery paraît l'homme tout indiqué pour se trouver à la droite de M. Heath. Quant à M. John Biggs-Davison, personnalité européenne très connue, le vrai théoricien de la politique étrangère conservatrice, lui non plus ne se trouve pas parmi les futurs ministres conservateurs. En échange, n'est que trop évidente la présence de M. Quintin Hogg, qui affiche et proclame ostensiblement ses attaches américaines, d'ailleurs bien connues. L'équipe de M. Heath compte beaucoup de membres dont la place serait mieux justifiée dans le parti travailliste; leur goût pour les formules dirigistes de gauche, leur inclination accentuée vers le soutien de la politique du gouvernement présent aussi bien que leur impossibilité de s'affranchir d'une politique à la remorque des travaillistes, sont tous des indices que M. Heath dispose à l'heure actuelle d'une équipe qui n'est pas authentiquement conservatrice et ne représente que très faiblement l'opinion conservatrice nationale.

Rencontres avec les grands Européens

LYAUTEY, MARECHAL DE FRANCE

par

la Princesse MARTHE BIBESCO de l'Académie Royale
Maître es-Jeux Floraux de l'Académie de Toulouse

Nous donnons ci-dessous la suite et la fin du portrait du Maréchal Lyautey, tracé d'une plume alerte, pleine d'émotion et d'ironie fine, par la princesse Marthe Bibesco, aristocrate, femme de lettres et grande voyageuse. Voir les numéros précédents avec le portrait du Dr. Gustave Lebon — mars et avril — et la première partie du Maréchal Lyautey dans le numéro de mai.

En 1929, j'avais rendez-vous au Maroc pour accompagner, dans sa dernière étape africaine, mon mari, qui revenait à travers le Sahara, sur sa voiture de sport. Je regrettais que les horaires capricieux de la vie ne m'eussent par permis de faire ce voyage quelques années plus tôt « au temps de Lyautey ». Il faut avoir vu Venise en automne, Athènes avec le printemps, le Maroc avec le Maréchal. Je m'attendais à entendre ses amis me dire, au retour, que j'avais manqué le plus beau. Mais je me suis aperçue, chemin faisant, à Fez, à Rabat, à Meknès, à Casablanca, à Marrakech, à Magazan, que personne ne pouvait plus visiter le Maroc sans le Maréchal. N'étant plus nulle part, il était partout.

La hantise commençait dès Oudjda. En Oranie, d'où je venais, j'avait trouvé de bonnes petites routes départementales, un honnête réseau portant les signes de l'administration routière et routinière. Mais à partir d'Oudjda, l'air change. Tout prend ce grand air qu'ont les choses d'une grande époque, et d'abord le kilométrage. Plus de ces bornes basses, délavées par les pluies, colmatées par la poussière, qu'il faut une loupe et un archéologue pour lire. De larges écrans de maçonnerie, passés au lait de chaux, portant, en hautes lettres noires, les indications de car-

te, un conseil, bref comme un ordre. Ces routes droites plantées en quinconce sont des routes de France, mais d'une France qui aurait des artères de dix-huit ans.

Nous avançons infailliblement vers Fez, sachant d'où nous venions, où nous allions, ce que nous avions déjà fait, ce qui nous restait à faire, comme jamais.

— Pays élucidé, dis-je; pays tiré au clair.

— Ah, oui. Vous avez vu la signalisation du Maréchal.

— Comment ne pas la voir?

J'ai vu encore bien d'autres choses, entre Oudjda et Fez, qui sont de lui. La solution triomphante d'un problème toujours posé, jamais résolu: celui de la circulation des siècles. Sur toutes les routes d'Orient, le choc le plus désagréable à recevoir est celui des âges. J'ai vu, sur les chemins de la Perse, des chameaux fous de peur jeter leur chargement et galoper pendant des lieues dans les rayons de nos phares. J'ai vu la terreur raidir les pattes des petits ânes, coucher les oreilles des mulets, emporter les jeunes chevaux, faire dévier de leur chemin les buffles épais et s'affoler les boeufs pacifiques. Se meuse de désastres, perturbatrice involontaire des civilisations au ralenti, j'ai maudit mon temps et la vitesse.

Sur la grand-route française du Maroc, dure et lisse, j'ai passé sans susciter ni haine, ni terreur. J'ai couru sans remords entre deux pistes en contre-bas, douces au sabot du petit de l'ânesse, favorable au long et lent défilé de la caravane, à l'amble du cavalier. L'Abencérage en armes nous a regardés fuir, dédaigneux. Nous avons vu passer la sainte famille, sans crainte de crever le tableau. Nous dépassions les chameaux qui nous dépassaient de tout la hauteur de leur col. Nous nous amusions d'eux qui s'amusaient peut être de nous. Les siècles révolus étaient notre spectacle et nous étions le leur. Le pot de terre allait son chemin, parallèlement au

pot de fer; cette crémaillère des temps, sans carambolage possible c'était la trouvaille du génie. Il suffisait d'y penser; mais qu'y a-t-il finalement, de plus rare, en ce monde, qu'une pensée?

— C'est lui qui a voulu cela, dit quelqu'un à mes côtés.

A partir du trois-centième kilomètre en terre marocaine, on ne prend même plus la peine de « le » nommer.

A Fez, où il fut assiégé, on montre sa maison. On montre aussi sa ville arabe et sa ville française, puisqu'on lui doit les deux. C'est le seul fondateur qui ait inventé de construire sans détruire. Son plan, appliqué à Paris, eût évité bien des deuils aux amis de l'ancien Paris. J'ai vu la vieille Fez, précieuse et fragile dans le creux de ses montagnes vertes, comme un collier de perles brisé au fond d'une coupe de jade, et j'ai vu dévaler vers elle, comme un nouveau Saint-Cloud, l'avenue de France, le majestueux plan incliné du nouveau Le Nôtre.

— Gardez vos yeux pour Rabat. Il vous les faudra pour Meknèe. Vous en aurez besoin à Casablanca. Vous n'en plus assez pour Marrakech, si vous les usez ainsi sur Fez, disaient mes compagnons.

Au Maroc, les yeux qu'on ferme voient encore. J'ouvre les miens sur le jardin des Oudaias, à Rabat, fait de fleurs violettes et d'azur.

— Il l'a composé pierre à pierre, plante à plante avec un tel amour. Il a voulu ce revêtement de volubilis bleus sur ces hautaines murailles; il a choisi ce lieu de recueillement, cette forteresse de l'âme, entre ciel et mer. On dit: « Cet ensemble, c'est lui ». Mais on dit aussi: « Ce détail c'est tout lui ».

Des fontaines arabes restaurées, mais imperceptiblement; ce service des arts indigènes qui rend la vie aux tapis marocains en les privant de couleurs chimiques, poison dont les Gobelins sont morts, tels sont les soucis d'artiste qui furent ses délassements entre les travaux et les guerres. Ses points et ses ports, sa méthode pour gouverner, ses ménagements et ses aménagements; ses vieilles villes, laissées au regret de Grenade, ses villes neuves tirées tout armées du ciment; cela qu'il a conçu, compris, fait comprendre et exécuter, en l'espace de dix années, demeure.

Et puis, cette absence. L'emprise de l'homme qui n'est plus, à qui les imaginations obéissent obstinément: Cette présence dans l'absence.

LES INDUSTRIELS ET L'EUROPE

Les élèves de l'ESSEC (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciale), de Paris, ont organisé dans la capitale les 17, 18 et 19 mars des Journées d'étude au cours desquelles ont été étudiés les problèmes de l'entreprise dans le cadre européen.

La suppression des frontières dans l'Europe de demain et l'égalisation des conditions de concurrence auront en fait principales pour les entreprises dont les marchés étaient trop souvent limités. Le Marché Commun a déjà entraîné la modification d'anciennes structures et créé de nouvelles conditions de marché: et ce processus d'évolution ne pourra que s'intensifier.

La première question qui se pose est celle des dimensions optimales de l'entreprise. L'autonomie de l'Europe est subordonnée en grande partie par l'activité économique de ses entreprises qui doivent, pour survivre et prospérer, soutenir la compétitivité internationale et intercontinentale. Or, elles ne pourront le faire qu'en étant à la mesure des tâches qu'elles auront à affronter. On pourrait croire qu'il ne s'agit alors que de les faire fusionner, de façon à étendre à tous points de vue leurs dimensions. Mais la question n'est pas si simple.

Les grandes entreprises ne sont pas toujours rentables

Parmi les grandes entreprises on en observe de très efficaces comme la General Motors, I.B.M., Du Pont de Nemours, Nestlé, etc.. Mais d'autres, de mêmes dimensions, ne les suivent pas. Par contre, on en voit, de dimensions modestes, qui se montrent très compétitives jusque dans les domaines réservés aux grosses (Volvo pour l'automobile, Fokker pour l'aviation etc.). Enfin des indus-

POUR SAUVEGARDER LA MEMOIRE D'UN GRAND EUROPEEN

La "maison" de Konrad Adenauer

La maison du premier chancelier fédéral, Konrad Adenauer, située à flanc de coteau sur la rive droit du Rhin dans le village de Rhoendorf, à proximité de Bonn, a été ouverte depuis peu de temps au public. Il est en effet désormais possible d'accéder à la grande salle de séjour et au salon de musique. On ne peut jeter un coup d'oeil dans les autres pièces et le pavillon dans lequel Adenauer écrivit ses mémoires, qu'à travers les fenêtres qui donnent sur le jardin. On prévoit la construction à l'entrée de la propriété d'un bâtiment qui comprendra une salle de conférences et une salle d'exposition des manuscrits, certificats, décorations et cadeaux de chefs d'Etat à l'ancien chancelier.

La cave de la maison a été aménagée ces dernières années en dépôt d'archives et de documentation. Quatre cents classeurs contiennent les documents manuscrits du chancelier, sa correspondance privée et ses mémoires. Une armoire blindée, qui a été

construite spécialement à cet effet, renferme des pièces considérées comme confidentielles. Anneliese Poppinga, qui fut longtemps secrétaire d'Adenauer et fera paraître prochainement un livre sur le « Vieillard de Rhoendorf » avait entrepris la mise à jour des dossiers. Désirant achever ses études de sciences politiques, elle a été remplacée dans sa fonction d'archiviste par l'historien et philologue Gerhard Herdegen.

Un miroir de la vie personnelle et officielle

Ce qu'on peut y voir a été énuméré dans un dépliant qui mentionne que la maison a été construite en 1937 par Adenauer lorsque celui-ci fut relevé de sa fonction de bourgmestre de la ville de Cologne. Il a lui-même amené les pierres qui ont servi à la construction des terrasses du jardin. Cerisiers, pommiers et cognassiers qu'il a plantés de ses mains, sont décrits avec précision dans ce dépliant qui n'omet pas l'aménagement personnel du chancelier, en 1959, d'un jeu de boules italien.

«Par un étroit vestibule dans lequel les regards sont attirés par une gravure sur bois de 1656 reorésentant la ville de Cologne et une grande pendule — Adenauer avait coutume de la remonter lui-même tous les jours —, on accède au salon de musique», poursuit le guide touristique avant d'en venir aux cadeaux de S.S. Paul VI et de l'archevêque Makarios ou aux tableaux signés de Churchill et Eisenhower.

Adenauer avait toujours considéré sa maison comme un refuge privé. Une fois seulement, en août 1949, avant que ne soit décidée la formation de la coalition, fut tenue une conférence politique dans la grande salle de séjour. La maison que les sept enfants du chancelier ont légué à la Fondation Adenauer par un acte signé également du gouvernement fédéral, doit servir maintenant à entretenir « la mémoire de l'homme d'Etat allemand et de l'Européen méritant que fut Konrad Adenauer ».

LES INDUSTRIELS

tries très compétitives comme celles de la Suisse, de la Suède et du Danemark sont généralement de dimensions réduites. Leur dynamisme et leur agressivité proviennent sans doute du fait qu'elles sont exactement proportionnées à l'effort qu'elles doivent fournir. Que l'Europe ne se laisse donc pas impressionner par les géants industriels américains, ni gagner par l'idolâtrie de la dimension. Qu'elle sache plutôt déterminer l'échelle selon laquelle ses entreprises doivent opérer. Pour y parvenir les Journées de l'Essec ont étudié les problèmes préliminaires suivants: L'entreprise nationale et la pénétration du marché commun; Comment favoriser l'assise européenne de l'entreprise; La stratégie financière de l'entreprise européenne; L'entreprise européenne face à une stratégie d'organisation; L'entreprise européenne et son environnement concurrentiel; L'avenir de l'entreprise européenne.



Activités de la Fondation Européenne Dragan

L'EDUCATION EN EUROPE: « Faire des Européens »

SYMPOSIUM A PALMA DE MAJORQUE

Au cours d'un Séminaire de la Fondation Européenne Dragan, à Palma de Majorque, a été décidée la création d'une section espagnole de l'Association Européenne des Enseignants. Nous donnons ci-dessous un compte-rendu des travaux de cette importante rencontre, qui s'est déroulée du 2 au 4 avril dans un climat cordial.

En collaboration avec l'Association Européenne des Enseignants, la Fondation Européenne Dragan a organisé à Palma de Majorque un Séminaire sur le thème: "LES ASPECTS CULTURELS ET ECONOMIQUES EN EUROPE".

Ont participé aux travaux des représentants de la Belgique, de la France, de l'Espagne, de l'Italie et de la Suisse.

L'Association Européenne des Enseignants groupe environ 40.000 adhérents de 14 pays d'Europe et se propose l'étude des problèmes fondamentaux de l'EDUCATION EUROPEENNE.

M. André Allers, Président européen de l'Association Européenne des Enseignants a remercié chaleureusement son hôte pour le généreux accueil réservé à l'A.E.E., exprimant également sa gratitude à tous les collaborateurs de la Fondation qui ont pris une part active à l'organisation et contribué à son plein succès.

Les travaux ont débuté par une brillante conférence de M. Luis Díez del Corral, professeur à l'Université de Madrid, sur le thème: "L'HISTORIEN EUROPEEN DEVANT LE FUTUR".

Les travaux ont pris fin le 4 avril, après quatre séances de débats animés. Après délibération, a été décidée la constitution d'un Comité promoteur destiné à créer une section espagnole de l'Association Européenne des Enseignants avec siège provisoire aux

bureaux de la Fondation Européenne Dragan de Madrid. Ce comité tiendra des contacts permanents avec l'A.E.E. pour perfectionner la création de la section espagnole.

C'est la première fois que l'Association Européenne des Enseignants organise un Séminaire en Espagne et les représentants de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse ont reconnu à l'unanimité que l'échange d'idées et de points de vue élevés qui a caractérisé les travaux de Madrid a été des plus fructueux pour tous. Une prochaine rencontre a été vivement souhaitée.

Nous donnons ci-dessous quelques extraits de l'allocution d'ouverture prononcée par le Dr. C. Constantin Dragan, Président de la Fondation Européenne Dragan.

L'allocution du Dr. Constantin Dragan

Après avoir souhaité la bienvenue à ses hôtes, M.C. Dragan a dit, notamment:

"Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur les idéaux communs et l'origine de notre collaboration à ce Symposium. Je préfère ce mot à celui de Séminaire puisque nous n'avons rien de clérical, si ce n'est l'esprit missionnaire qui nous pousse à la promotion d'une nouvelle éducation pour la formation de jeunes Européens dotés d'une conscience commune et conscients de leur solidarité. Si l'on pense que les Européens se montent à

420 millions de personnes, rares sont les élites conscientes de leur mission à ce propos, dans notre société. C'est ce qu'a si bien exposé Julien Benda dans son livre "La trahison des clercs".

"L'oeuvre que l'Association Européenne des Enseignants déploie depuis des années mérite les plus vifs éloges. Les éducateurs sont les responsables de la formation de la nouvelle Europe. Avant de faire l'Europe économique, financière, politique militaire, il "faut faire les Européens"; c'est-à-dire des hommes dotés d'une nouvelle mentalité, d'un esprit commun: en un mot des hommes ayant une même âme, sans laquelle aucune réalisation humaine, aussi élaborée qu'elle soit, ne serait durable. L'Europe doit exister avant tout dans les âmes, dans une nouvelle conception de la vie de ses citoyens, soutenue par une éducation civique adéquate, par un patriotisme éclairé, par un reclassement des sentiments que les peuples d'Europe doivent nourrir les uns envers les autres.

La société conditionne l'individu

C'est la société, la collectivité qui conditionne l'individu. Des cinq "primates", l'*homo faber* devient l'*homo sapiens* à travers le processus d'apprentissage du langage, des chiffres, de l'écriture, et à travers le processus d'accumulation des données et des connaissances. Ainsi l'individu devient homme dans le vrai sens du mot, conquiert une "âme sociale" en participant à la culture humaine, ce grand capital spirituel que l'humanité a accumulé au cours des millénaires. La société fait de l'individu, une personne, membre conscient du consortium humain, citoyen de la société impériative, politico-juridique qu'est l'Etat.

Suivant l'éducation qu'on donne aux jeunes on "forme" (j'étais sur le point de dire on "produit") des Espagnols, des Français, des Italiens, des Suisses, des Belges, des Allemands, des Roumains, des Grecs.... Dorénavant on doit "former" des européens! C'est la tâche principale des éducateurs, auprès des jeunes gens en commençant dès l'âge le plus tendre.

Récemment l'ancien ministre Edgar Faure remarquait une fois de plus, que dans l'éducation l'ambiance se ressent de la condition des familles; et des expériences ont prouvé que "la bande magnétique DNA" de chromosomes, enregistre de manière indélé-

bile les émotions et les conditions de vie de la mère durant les neuf mois de gestation.

L'individu abandonné dans les forêts et nourri par des animaux généreux comme la louve, devient un « fils de la louve » (pas de l'ancien régime italien) et s'il est après récupéré par la société il ne sera plus jamais capable d'apprendre à parler, à boire dans un verre, à vivre civiquement.

Voilà donc l'importance de l'éducation!

Lenteur de l'action publique, dynamisme de l'action privée

Mais il y a plusieurs manières de l'envisager. La « société » utilise deux voies: la voie publique et la voie privée.

Une des tâches de l'Etat est l'éducation, qu'on prétend être gratuite jusqu'à l'Université. Le meilleur investissement, la première infrastructure à réaliser pour n'importe quel pays et en premier lieu pour l'Europe est sans doute l'investissement dans l'éducation. Le premier « capital » d'une nation sont les hommes.

Mais les efforts de l'Etat ne suffisent pas et surtout ses institutions ne s'adaptent pas facilement aux nouvelles situations, l'évolution est pour l'Etat beaucoup plus lente que ne l'est l'initiative privée. Celle-ci complète la tâche éducatrice de l'Etat.

En Espagne l'enseignement privé est assez développé. Il y a des initiatives dignes d'admiration. Je ne me réfère pas seulement à l'Université de Pamplune, mais à un centre de développement qui, avec des moyens privés, en mobilisant et faisant participer les parents, a pu constituer 17 lycées et est en train de créer une école Normale et un Lycée Européen plus des cours d'éducation pour les parents, en application du principe de l'éducation permanente.

L'Europe a besoin d'une centaine d'Universités nouvelles

La fonction éducative et de formation professionnelle des Universités, pour des besoins qui correspondent à la société actuelle, est mise en évidence par la nécessité d'une centaine d'universités nouvelles dont l'Europe a besoin. Mais elles doivent surgir des nouvelles bases: européennes, multinationales, polyglottes aussi bien pour les professeurs que pour les étudiants et délivrer des diplômes

ayant une valeur et une circulation européenne.

Mais pour convaincre les autorités de cette nécessité et opportunité la meilleure méthode est l'exemple. A part l'emploi de moyens de communication de masse: presse, radio, télévision, publications etc., il faut démontrer par des initiatives privées cette nécessité de l'Europe en matière d'enseignement universitaire. En effet, nous avons élaboré un projet d'une Université Multinationale Européenne, avec siège à Genève.

— (Canton et République des grandes libertés et des grandes initiatives, siège d'institutions internationales).

— et des Facultés enseignantes dans plusieurs pays. Les études devraient commencer par le troisième cycle, la spécialisation, le doctorat.

D'autres organismes et institutions s'occupent du problème de l'éducation et de l'université en Europe. Ils discutent en général l'aspect technique: l'espace des écoles ne correspondant pas aux besoins croissants, le rapport numérique professeur-étudiants, le système magistral ou groupe restreint: examens, admission à l'université sans culture générale adéquate, valeur des diplômes etc. Tous représentent des aspects très intéressants, qui demandent un examen et des solutions modernes.

« Créer une âme européenne, une conscience commune jusqu'au 30^e méridien

Mais les tâches des nouvelles Universités sont autres: il s'agit de donner un «sens» à cette éducation: créer une âme européenne, une conscience commune, qui dépassent les frontières actuelles. Parce que les frontières avant d'exister sous forme de pierres et fils barbelés existent dans l'âme des peuples européens, sous forme de préjugés, de réserves de tout genre. Il faut dépouiller les enseignements de tous ces poids, de toutes ces anachroniques manières de présenter les choses, les informations; il faut replacer dans ses justes limites le sentiment national, ou le remplacer par l'exaltation de la conscience européenne. Car le nationalisme doit rester comme un ressort qui pousse, qui stimule les nations à faire plus dans une compétition constructive. On doit créer, en tous cas un patriotisme sinon un nationalisme européen, qui garantisse le support moral nécessaire pour la défense com-

mune. Il manque en Europe aujourd'hui une conscience défensive, accoutumés comme nous le sommes à être défendus par les autres: par les Américains.

L'éducation que nous souhaitons pour les nouvelles générations a besoin d'être dirigée vers cet idéal: l'Europe continentale de Brest à Bucarest, non pas l'Europe des six, mais des 26 nations, l'Europe qui se termine là où la mentalité européenne prend fin, c'est-à-dire au 30^e méridien, qui correspond plus au moins aux frontières de la Finlande, des Pays Baltes, de la Pologne, de la Roumanie...

Voilà combien d'aspects à l'éducation et comment nous pouvons l'envisager ensemble, tout en nous complétant réciproquement...

ROME

Conférence: « GOETHE l'européen »

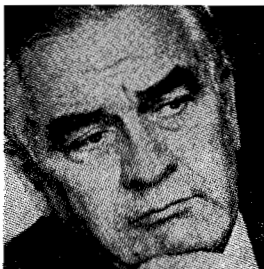
Le 9 avril dernier dans les nouveaux salons de la Fondation Européenne Dragan, Foro Traiano, 1, a eu lieu la conférence du Prof. Dr. b.c. BENNO von WIESE de l'université de Bonn, sur le thème « Goethe, européen ».



Pr. Dr. Benno von WIESE

Voici le résumé de cette conférence à laquelle assistait un public de choix, notamment quelques unes des personnalités dont nous donnons les photos.

Parlant de Goethe, «l'homme de Weimar», le conférencier a voulu montrer que le grand poète a créé une sorte de symbiose entre la petite Weimar, et la grande Europe. Cette métamorphose d'un petit Etat dénué d'im-



Le célèbre
écrivain
Allemand
Stefan
ANDRES

portance politique en un vaste empire spirituel a d'abord été l'oeuvre de Goethe.

L'Europe est avant tout une unité spirituelle

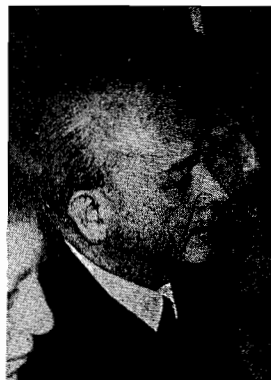
Pour lui, *l'Europe ne constituait pas une unité politique*, mais une unité spirituelle. On comprend alors la sympathie qui le poussait vers Napoléon puisque le système européen conçu par le grand Corse constituait non pas une menace, mais un premier pas sur la voie de la formation de l'Europe. La pensée européenne de Goethe était un refus de l'Europe des grandes batailles, des luttes pour l'hégémonie, des tendances nationalistes. Hors les frontières des Etats nationaux, l'Europe devait se développer dans le vaste cadre de l'humanité tout entière. C'est pourquoi, vers la fin de sa vie, Goethe se servira de l'idée de *la littérature mondiale*, entendue dans le sens d'un échange spirituel, d'une sorte de commerce idéal entre les peuples, d'un marché littéraire mondial avec assistance mutuelle et promotion d'idées nouvelles. La littérature mondiale, entendue dans ce sens pragmatique, est particulièrement favorisée par le développement des communications et la rapidité croissante des trafics dont Goethe vieillissant a pu voir le naissant essor.



On.le
Alberto
FOLCHI

La littérature mondiale est avant tout la littérature européenne

Pour Goethe, la littérature mondiale *était d'abord la littérature européenne* en dépit du fait que l'Orient et l'Amérique aient constitué deux pôles attirants de son esprit.



Rt. P.
Miguel
BATLLORI

Le conférencier a parlé ensuite des relations de Goethe avec les peuples latins: Espagne, France, Italie. Une chose est certaine: la littérature italienne n'avait pas, pour Goethe, une signification aussi profonde que la sculpture ou la peinture. En face de Dante, son attitude reste "problématique". Par contre il se sent très proche de son contemporain Manzoni. La jeune génération révolutionnaire de la période 1820-1830 qui portait le romantisme "au pouvoir" en appelait à Goethe. Mais cette flamme allumée avec l'aide de Goethe, commençait à rayonner au delà des Alpes, aussi devenait-elle suspecte au "grand vieillard" de Weimar. Dans l'antagonisme entre classicisme et romantisme, Goethe aurait voulu une issue conciliante: l'union du moderne et de l'antique.

« Un cas sans conséquences » a dit Nietzsche mais un espoir pour l'Allemagne et l'Europe

En conclusion de sa conférence, le Prof. von Wiese a exprimé l'espoir que Goethe, celui dont le philosophe Nietzsche a dit qu'il était "un cas sans conséquence pour l'Allemagne" puisse être enfin reconnu comme l'un des hommes dont la pensée a été la plus riche d'espoirs et de "conséquences" fécondes pour l'Allemagne et pour l'Europe.

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur pultique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie . . .	Lires 2.000	Etranger .	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA